Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 20 (1970)

Heft: 1/2

Buchbesprechung: Hugo Preuss und die deutsche Selbstverwaltung [Siegfried Grassmann] / Die Erneuerung des demokratischen Denkens im Wilhelminischen Deutschland. Eine ideengeschichtliche Studie zur Wende vom 19. zum 20. Jahrhundert [Peter Gilg] / Der Primat der Innenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preussisch-deutschen Sozialgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert [Eckart Kehr, hrsg. v. Hans-Ulrich...

Autor: Head, Anne-Lise

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

gewiegten und gerissenen Jungen erfolgreicher machen kann als mit einem braven Trottel» (Akte Nr. 298, S. 692/3, 29.7.1926). Der antipolnische Affekt der deutschen Politik zeigte sich deutlich, als die Deutschen in den Völkerbund eintreten wollten. Hier schaltete sich sogar Reichspräsident Hindenburg empört ein und empfahl abzulehnen, weil auch Polen neben dem Reiche einen Sitz im Völkerbundsrat erhalten sollte. Vom Eintritt in den Völkerbund versprach man sich allerdings recht viel. So hoffte man, den wirtschaftlichen und kulturellen Rückgang des Deutschtums in Ostmitteleuropa aufzuhalten. Im Besitz von Deutschsprachigen befindliche Unternehmungen erhielten Kredite und Bürgschaften, so etwa eine Brauerei in Memel oder eine Bank in Prag, aber auch «Privatpersonen» wie Bethmann Hollweg für sein Gut im Posenerland.

Der sorgfältig edierte Quellenband vermittelt uns bedeutende Einblicke in die wichtigsten Ideen der Zeit und in die ungelösten Probleme zwischen Deutschland und seinen westlichen Nachbarn. Besonders beeindruckt wird man vom europäischen Konzept Aristide Briands sein, der zum deutschen Botschafter sagte, «je mehr er nachdenke, desto stärker werde seine Überzeugung, daß, wenn Europa gesunden solle, Deutschland und Frankreich nicht nur vertrauensvoll zusammenarbeiten müßten (s'associer). Er denke daher nicht an Abschluß irgendwelcher Vereinbarungen, die deutsch-französisches Zusammengehen stören könnten. Im Gegenteil sei er bestrebt, deutsch-französische Annäherung auf allen Gebieten tatkräftig zu fördern und gegenseitiges Verständnis zu erleichtern. Nur einem unter sich geeinigten Deutschland und Frankreich würde es auch gelingen können, mit russischen Problemen und russischen Aufgaben ohne eigene Gefährdung fertig zu werden» (Akte Nr. 188, S. 454, 2.4.1926).

Zürich *Boris Schneider*

SIEGFRIED GRASSMANN, *Hugo Preuß und die deutsche Selbstverwaltung.* Lübeck/Hamburg, Matthiesen, 1965. 130 S. (Historische Studien, Heft 394.)

PETER GILG, *Die Erneuerung des demokratischen Denkens im Wilhelminischen Deutschland. Eine ideengeschichtliche Studie zur Wende vom 19. zum 20. Jahrhundert.* Wiesbaden, Steiner, 1965. 280 S. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz, Bd. 37.)

ECKART KEHR, *Der Primat der Innenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preußisch-deutschen Sozialgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert.* Hg. und eingel. von HANS-URICH WEHLER. Mit einem Vorwort von HANS HERZFELD. Berlin, de Gruyter, 1965. VIII/292 S. (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin beim Friedrich-Meinecke-Institut der Freien Universität Berlin, Bd. 19.)

Trois ouvrages consacrés à l'histoire de l'Allemagne dont les thèmes se recoupent en partie, mais dont la conception diffère profondément: les deux premiers sont centrés, pour l'essentiel, sur l'histoire des institutions et sur

l'histoire des idées, tandis que le recueil des travaux de Eckart Kehr nous propose une approche plus globale des problèmes allemands des XIXe et XXe siècles.

Il convient de souligner l'intérêt de l'étude que SIEGFRIED GRASSMANN consacre à Hugo Preuss et à son influence sur des institutions politiques allemandes, au moment où, au nom d'une certaine efficacité, les efforts de centralisation entrepris à tous niveaux tendent à rendre négligeable l'importance de la «Selbstverwaltung», c'est à dire de l'autonomie administrative, principalement communale.

De formation libérale, membre du Conseil municipal de Berlin en 1895, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur en 1918, Ministre de l'Intérieur en 1919, Hugo Preuss fut l'un des pères de la Constitution de Weimar et le théoricien le plus éminent de l'autonomie communale.

Sa conception originale de l'Etat et de la commune s'oppose à l'école juridique dominante d'alors. Elle est influencée largement par son antagonisme à l'égard de la toute-puissance de l'Etat prussien telle qu'elle existait avant 1918. Il eut voulu la limiter doublement: en augmentant les compétences de l'administration centrale du Reich, et en élargissant l'autonomie administrative des communes qui n'existait qu'à l'état embryonnaire et dans un nombre restreint de villes, plus particulièrement à Berlin. Il n'existe en fait, selon Hugo Preuss, pas de rapport de subordination entre l'Etat et la commune, tous deux étant identiques dans leur essence. L'Etat n'a donc pas de compétences spécifiques, d'où un chevauchement inévitable des compétences respectives des deux entités. Au niveau communal, par exemple, certains domaines sont privilégiés cependant, ou devraient l'être: ainsi, tous les secteurs de l'administration communale qui n'intéressent pas directement l'ensemble de la nation (nomination des fonctionnaires, communaux, administration des écoles, des transports, etc.).

L'autonomie, telle que la conçoit Preuss, ne se borne pas à édicter des règlements administratifs; la commune possède aussi un pouvoir normatif sur le plan local. La législation communale ne peut déployer ses effets, cependant, que dans le cadre défini par la norme générale, la *volonté commune*, qui a donc toujours le pas sur les volontés partielles («Teilwillen»): la décentralisation ne peut exister que dans la mesure où elle ne porte pas préjudice à l'ensemble.

Le modèle théorique élaboré par Preuss n'a guère trouvé d'application dans la réalité. Ses projets de réforme de la Constitution de l'Empire allemand, de 1917, ne trouvèrent que fort peu d'écho. Quant à son influence sur l'élaboration de la Constitution de Weimar, elle fut très limitée: Hugo Preuss ne réussit à y faire inclure ni le principe d'une réorganisation territoriale du Reich qui aurait permis le fractionnement d'Etats tels que la Prusse, ni le principe de la reconnaissance de l'autonomie communale par le Reich.

Si dans son ouvrage extrêmement structuré et intéressant, Siegfried Grassmann souligne le rôle déterminant que jouèrent les exemples de l'Angle-

terre, comme modèle, et de la France, comme «repoussoir», dans l'élaboration de la théorie de Preuss, il ne fait guère mention de l'exemple helvétique. Simple omission, ou ce dernier n'a-t-il exercé aucune influence sur les conceptions de Preuss? Et pourtant, l'autonomie communale, telle que la connaissent certains cantons suisses, ceux d'Appenzell ou de la Thurgovie, par exemple, correspond à tous égards au modèle que Hugo Preuss eut souhaité voir instituer en Allemagne.

Spécialisé dans l'histoire des idées, PETER GILG nous propose une analyse touffue des diverses tendances et conceptions de la démocratie en Allemagne, entre 1890 et 1904 environ. Et ce, au moment où la politique arbitraire poursuivie sur le plan intérieur et l'attitude personnelle de Guillaume II suscitent un regain d'intérêt pour le concept de démocratie. L'étude est donc limitée aux années de gestation de la démocratie et centrée sur les théories et tendances, principalement, de la social-démocratie, du libéralisme de gauche et du mouvement national-social («nationalsoziale Bewegung»), issu de Naumann. Premier point analysé: la structure de l'Etat. Au niveau des doctrines, le maintien ou non de la monarchie fait l'objet des vues diamétralement opposées de la social-démocratie d'une part, et du mouvement national-social et du libéralisme de gauche d'autre part. Dans ce dernier mouvement cependant, une petite minorité au sein de la «Deutsche Volkspartei» marque dès 1890, son opposition au maintien de la monarchie. Ce qui frappe pourtant, c'est que, en dépit des divergences doctrinales, l'attentisme domine et que peu de solutions pratiques sont proposées pour supprimer le monarque ou plus simplement pour limiter ses pouvoirs. La monarchie existante est, en fait, tacitement acceptée par la social-démocratie, aussi bien que par les autres partis, en dépit de la doctrine officielle élaborée par Kautsky dans le programme d'Erfurt.

A la multitude des partis qui s'affrontent au Parlement, les sociaux-démocrates souhaitent substituer la domination d'un parti unique. Ce rêve de la dictature du parti et du refus de coalition trouve d'ailleurs son pendant, à la fin du siècle, dans le libéralisme. Seuls Naumann, et quelques libéraux isolés, tels que Hugo Preuss, rompent une lance, le premier en faveur d'un système bipartite, le second d'un système pluripartite, conception à laquelle se ralliera d'ailleurs l'aile révisionniste de la social-démocratie, mais que condamnera la doctrine officielle.

Ce qui surprend, à ce stade élémentaire de l'élaboration démocratique, et ce qu'a fort bien souligné Peter Gilg, c'est le peu d'importance accordé à des manifestations de la démocratie qui nous paraissent aujourd'hui essentielles, tant au niveau individuel qu'au niveau du groupe. Si certaines libertés fondamentales, telles que liberté de pensée, d'expression, etc. sont reconnues comme indispensables par l'ensemble des partis à l'exercice de la démocratie, la position adoptée à l'égard du suffrage universel par certaines fractions du libéralisme n'est guère en harmonie avec les exigences de la démocratie. Aussi bien Bernstein que Kautsky n'attribuent qu'une importance limitée à la

démocratie directe et à l'autonomie communale, même comme moyen d'éducation des masses prolétaires, le rôle principal dans ce dernier domaine revenant, selon eux, aux élections parlementaires et aux syndicats.

En définitive, le bilan des idées démocratiques propagées dans l'Allemagne de Guillaume II à la fin du XIXe siècle reste assez maigre. Cette situation résulte en partie du manque de maturité politique du prolétariat qui fait obstacle à une expérience véritable de la démocratie et en partie par la position adoptée par les partis à l'égard de la démocratie elle-même. Celle-ci n'est pas un but en soi, mais uniquement le moyen qui permet de faire contrepoids à l'influence démesurée de l'aristocratie et de la monarchie.

L'étude très complète et très minutieuse de Peter Gilg est accompagnée d'un bon appareil critique. Elle soulève deux remarques cependant. N'eut-il pas été préférable de renoncer, en ce qui concerne la méthode de l'exposé, à une division chronologique assez arbitraire (la dernière décade du XIXe siècle d'une part, et l'aube du XXe siècle d'autre part) qui ne demeure pas sans inconvénient pour le caractère de synthèse de l'ouvrage? Par ailleurs, on peut regretter la décision de l'auteur de se limiter à une étude des idées et de ne pas envisager une approche plus globale du problème. Il eut été intéressant de suivre de façon détaillée le processus d'élaboration et d'évolution des doctrines, et de définir si, et dans quelle mesure, l'analyse de certains cadres économiques et sociaux pouvaient expliquer les impulsions nouvelles, en particulier dans la questions du révisionnisme social-démocratique.

Der Primat der Innenpolitik groupe les articles et fragments, en partie inédits, que Eckart Kehr rédigea entre 1927 et 1933, peu avant sa mort. Opposé à l'historiographie traditionnelle de la République de Weimar qui se cantonnait dans l'histoire des idées, et influencé par Max Weber et Karl Marx, Kehr entreprit de démontrer que les intérêts économiques et la lutte des classes étaient les motivations uniques, aussi bien de la politique extérieure qu'intérieure de l'Allemagne. Tout au long du XIXe et au début du XXe siècle, l'histoire de l'Allemagne, et plus particulièrement de la Prusse, est dominée par les rivalités des trois groupes d'intérêts dominants (bureaucratie, bourgeoisie, noblesse) acharnés tout d'abord à se combattre, et finalement alliés dans leur lutte contre l'ennemi commun, le prolétariat.

Les recherches de E. Kehr ont porté principalement sur la *formation et l'influence de la bureaucratie prussienne*, corps social composite, dont le seul élément unificateur est l'antagonisme à l'égard des catégories sociales «inférieures», *la «néoféodalisation» (Neufeudalisierung) de la bourgeoisie, la politique d'armement* de l'Allemagne de Guillaume II.

L'éviction de la bourgeoisie sur le plan politique, après l'année-charnière de 1848, se fit en limitant son influence sur le pouvoir judiciaire, fief jusqu'alors du libéralisme, et principale arme de combat de sa lutte contre la bureaucratie, et en réduisant l'accès de l'administration aux seuls candidats conservateurs. Sur le plan social, la création de l'institution de l'officier de réserve permet d'accélérer le processus d'assimilation (qu'accentue encore

une habile politique des mariages) par l'emprise croissante qu'elle exerce sur une grande partie des éléments bourgeois.

En contrepartie, les concessions économiques faites à la bourgeoisie par la Couronne, sa participation accrue aux grands emprunts nécessaires à la couverture financière du budget militaire et au déficit chronique du Reich en font l'alliée des conservateurs et contribuèrent à l'intéresser au maintien de l'ordre politique existant.

L'élément moteur de l'attitude de la bourgeoisie allemande à l'égard du pouvoir politique tel que le conçoit Kehr demanderait cependant à être élucidé encore d'avantage. Qu'à partir des années 1880, les intérêts économiques aient eu une priorité absolue et aient joué un rôle prépondérant dans l'adhésion à la politique gouvernementale, cela est incontestable. Mais ce qui demeure en partie inexpliqué, c'est l'échec et l'abdication politique de la bourgeoisie avant son musèlement sous l'ère bismarckienne. L'étude de la mentalité de la bourgeoisie allemande reste à faire.

Même si le lecteur n'agrée pas toujours avec les points de vue virulants de l'auteur, la richesse des idées émises, le talent polémique font du *Primat der Innenpolitik* un ouvrage stimulant et passionnant.

Genève *Anne-Lise Head*

NIKOLAJ NIKOLAJEWITSCH SUCHANOW, *1917, Tagebuch der russischen Revolution.* Hg. von NIKOLAUS EHLERT. München, Piper, 1967, 735 S., ill.

Nikolay Himmer – Suchanow war sein Pseudonym – ist als politischer Publizist in Rußland nach 1900 hervorgetreten. Er gehörte 1906 als parteiloser Sozialist der Regierung des Zaren an. Später wurde ihm der Aufenthalt in Petersburg untersagt, was aber nicht hinderte, daß er für die Turkestan-Behörde in Petersburg an einem Bewässerungsprojekt arbeitete. Für die Zeitschrift Letopis (Chronik), eine Gründung Maxim Gorkis, schrieb Suchanow Artikel. Sein Tagebuch der russischen Revolution 1917 ist nachträglich zusammengestellt worden, und zwar zwischen Juli 1918 und August 1921. Es wurde zuerst in Berlin gedruckt. Dennoch wirkt es unmittelbar auf den Leser, weil ja Suchanow aus nächster Nähe die Ereignisse betrachten konnte. Der Einfluß der Bolschewiken auf die Revolutionen wird im Tagebuch auf ein weitaus kleineres Maß verringert als in sowjetamtlicher Tradition üblich, wenn auch Suchanow nicht etwa als Demokrat oder Republikaner im westlichen Sinne verstanden werden darf. Wohl hielt er eine gewisse Distanz zu den Bolschewiken, die ihm grob und derb erschienen und deren Apparat ihm fremd blieb. Aber Suchanow nahm scharf Stellung gegen eine Zusammenarbeit mit den sogenannten Bourgeois; er wandte sich auch gegen die demokratischen Sozialisten, denn für ihn waren jene Parteien demokratisch, die sich für den Sturz der im Februar 1917 errichteten bürgerlichen Ordnung einsetzten. Es berührt deshalb merkwürdig, wenn Iring Fetscher in seinem Vorwort von einer demokratischen Koalitionsregierung spricht (S. 11) und